

## La Wallonie prévoit 217 millions de déficit

Le nouveau gouvernement wallon MR-CDH a réussi le pari de présenter dans les temps son tout premier budget. L'exercice a été mené à bien après quatre jours de conclave et le ministre-président Willy Borsus s'est réjoui que celui-ci témoigne de la volonté de son équipe de revenir à l'équilibre. Le budget 2018 de la Wallonie (aux alentours de 13 milliards) présentera un déficit de 217 millions, soit 100 millions de moins que le budget initial pour 2017 concocté par la défunte équipe PS-CDH.

En réalité, le ministre du Budget, Jean-Luc Crucke (MR), aurait pu revendiquer un déficit plus modeste encore, de 185 millions à peine. Mais le gouvernement a décidé d'intégrer une réserve de 32 millions, au cas où... La Cour des comptes doit en effet encore produire son audit sur les finances régionales, et le ministre du Budget « n'est pas à l'abri d'une mauvaise surprise », dit-il. ■

## Le budget MR-CDH à lire entre les chiffres

WALLONIE Le nouveau gouvernement réduit le déficit, mais le plus difficile est à venir

- ▶ Pas de nouvelles taxes et un déficit ramené à 217 millions.
- ▶ MR et CDH ont réussi l'exercice comptable.
- ▶ Reste à le transformer en politiques fortes.

Moins de deux mois après son installation, le nouveau gouvernement wallon MR-CDH a réussi le pari de présenter dans les temps son tout premier budget. L'exercice a été mené à bien après quatre jours de conclave. Arrêtons-nous d'abord sur les chiffres : le budget 2018 de la Wallonie (aux alentours de 13 milliards) présentera un déficit de 217 millions. C'est 100 millions de moins que le budget initial pour 2017 concocté par la défunte équipe PS-CDH.

En réalité, Jean-Luc Crucke (MR) aurait pu revendiquer un déficit plus modeste encore de 185 millions à peine. Mais le gouvernement a décidé d'intégrer à ses calculs une réserve de 32 millions. Au cas où... Les paramètres « macro » peuvent dévisser, alors que ce budget a été réalisé sur base d'une croissance de 1,7%. Surtout, la Cour des comptes doit encore produire son audit sur les finances régionales, et le ministre du Budget n'est pas à l'abri d'une mauvaise surprise, dit-il en croisant les doigts.

MR et CDH se réjouissent notamment de voir que l'écart entre la croissance des dépenses et celle des recettes se réduit de manière très significative. Preuve d'un retour à une gestion plus réfléchie des deniers publics. Le différentiel négatif était encore de 358 millions en 2015. Il avait déjà été ramené à 71 millions en 2017, le voici estimé à 28 millions pour l'an prochain. A ce train-là, la Wallonie aura bientôt perdu une de ses mauvaises habitudes : dépenser toujours plus que ce qui lui tombe en poche.

« Ce constat est une preuve parmi d'autres que le nouveau gouvernement met en place une vraie politique budgétaire qui tend vers le retour à l'équilibre », se réjouit le ministre-président Willy Borsus (MR). Il ne s'agit pas pour autant de se laisser aller. Les coalisés MR-CDH envisagent désormais la création d'une agence de la dette, déjà évoquée sous la majorité précédente, et

comptent renforcer le rôle du comité de monitoring.

Le ministre du Budget a également l'intention d'aller chercher l'argent là où

il se trouve : « Nous allons rappeler aux organismes régionaux et aux administrations les réalités qui sont celles de la Wallonie », explique Jean-Luc Crucke. Il faut mobiliser le moindre euro et profiter de l'existence de trésoreries excédentaires, si nous en identifions. Selon nos estimations, ce matelas serait de l'ordre de deux milliards. »

« Ce budget met en oeuvre les marqueurs du changement »

WILLY BORSUS

En amateur de promenades pédestres qu'il est, Jean-Luc Crucke s'est fixé une philosophie pour son travail jusqu'en 2019 : « Pour le retour à l'équilibre, je ne suis pas un sprinteur, je suis un marcheur ! » Comprenez que le grand argentier wallon ne veut pas se précipiter dans les réformes, mais qu'il compte

bien avancer de manière systématique, avec des objectifs immuables : « Tous nos moyens doivent profiter aux citoyens et aux entreprises. Les marges sont systématiquement affectées à la réforme fiscale, à la valorisation des objectifs économiques et à la solidarité sociale. »

Mais derrière les colonnes de dépenses et de recettes se cache finalement l'essentiel : des intentions, des politiques qui doivent prendre forme dans les prochains mois. Avec cette particularité que la nouvelle équipe au pouvoir dispose d'à peine plus d'une année avant de devoir présenter son bilan aux futurs électeurs. « Ce budget met donc en oeuvre les marqueurs du changement », assène Willy Borsus.

Au-delà de la promesse (tenue) d'une réforme fiscale, les ambitions du MR et du CDH s'étaient déjà exprimées ici ou là, et notamment à travers la déclaration de politique régionale conclue par les partenaires en juillet dernier. L'exercice budgétaire permet en quelque sorte de leur donner vie. Et là, on n'est pas déçu, il faut bien le dire.

« Nous avons levé de nombreux tabous », souligne Alda Greoli (CDH), ministre de l'Action sociale et de la Fonction publique. Un coup d'œil ci-dessous sur la recension non exhaustive des réformes à venir, permettra de se faire une petite idée de l'émoi que certaines d'entre elles vont provoquer... ■

ERIC DEFFET

# réformes Les fonctionnaires invités à bouger

Derrière la sécheresse des chiffres, quels sont les dossiers qui traversent ce premier exercice budgétaire de la majorité MR-CDH ?

**1 La réforme fiscale.** La stratégie du gouvernement en la matière avait été annoncée au début du mois de septembre. Elle est confirmée intégralement, dont la disparition dès l'an prochain de la calamiteuse télé-redevance. Des changements vont coûter cher (100 millions pour la taxe précitée), mais d'autres pourraient rapporter au budget wallon, comme l'aménagement en matière de donation. Bref, cette réforme fiscale pèse en définitive 93 millions, selon le gouvernement. Celui-ci ne lèvera aucune taxe pour la compenser. « De gros efforts sont réalisés ailleurs », dit Willy Borsus (voir ci-dessous).

**2 La fonction publique.** Aucune perte d'emploi sèche à l'horizon. Par contre, la ministre Alda Greoli et tout le gouvernement vont s'attaquer à un véritable Everest : « Nous voulons initier la mobilité des agents wallons de et vers les pararégionaux et les pouvoirs locaux. Tout cela en mettant en œuvre une cellule de formation continuée. » Un exemple est cité, mais il ne sera pas le seul : « Il faut réfléchir à l'avenir des 80 fonctionnaires chargés de la télé-redevance puisque celle-ci va disparaître. Où peuvent-ils être le plus utiles ? Dans un autre service fiscal ou dans une autre administration voire une commune ? » Pour les ressources humaines comme pour l'informatique, le gouvernement compte créer des services intégrés avec adhésion possible des structures pararégionales.

**3 L'emploi et l'économie.** Le gouvernement se veut rassurant sur deux points. Un : la confirmation des moyens attribués aux « plans » d'investissements déjà prévus pour les routes, le logement public, les maisons de repos... Deux : « Nous maintenons les moyens prévus pour un accord avec le secteur du non-marchand », explique Alda Greoli.

Mais qu'en est-il des « réorientations budgétaires » annoncées par le gouvernement dans les matières sociales et économiques ? Il y a les engagements précis, confirmés notamment par le ministre Pierre-Yves Jeholet (MR) : simplification et rationalisation des outils financiers et d'animation économique, fusion des TEC, fusion de la Sogepa et de la Spaque... Mais pour le reste, la politique à venir se réduit à une formule générale :

« Nous maintenons la totalité du budget au service de l'économie mais nous allons travailler sur la réorientation de ces crédits : plan Marshall, aides aux entreprises, recherche, innovation... » Pierre-Yves Jeholet n'en dit guère plus, mais dans cette enveloppe, il veut « s'opposer au saupoudrage et au fait du prince, ainsi qu'à la dilution des moyens publics. »

**4 Les gros efforts.** Mais où diable la coalition va-t-elle porter le fer financier au cours des prochains mois ? Comment finance-t-elle par exemple la réforme fiscale ? On peut citer quelques postes clés : réduction (5 %) des moyens de fonctionnement de l'administration, baisse (50 millions) des dotations aux pararégionaux, 25 millions en moins pour le Forem... ■

E.D.

## COMMENTAIRE

ERIC DEFFET

### MR ET CDH ONT MANGÉ LEUR PAIN BLANC

Opposition, partenaires sociaux, fonctionnaires, associations et simples citoyens... Le premier budget du nouveau gouvernement wallon était très attendu. Com-

ment cette majorité inédite allait-elle se sortir de l'exercice casse-pipe par excellence ?

Pour la forme, pas de souci : un conclave constructif, de ce que l'on en sait, des délais respectés, des promesses (fiscales) tenues et un déficit revu à la baisse... Un bas de laine est prévu. Au printemps, un ajustement corrigera le tir. Et pour les comptes en bout de course, on ne va pas se tracasser : ils tomberont après les élections.

Mais ce faisant, la coalition MR-

CDH a mangé son pain blanc. Les chiffres alignés dans les colonnes des dépenses et de recettes incarnent de vraies réformes en devenir, et tracent surtout l'empreinte libérale pour les années qui viennent en Wallonie. Mais on n'y voit pas clair. A quelles mesures précises s'attendre ? A quelles économies concrètes telle ou telle institution sera-t-elle soumise ? On veut parler de cette politique de mobilité dans les administrations : quand ? Pour qui ? Com-

ment ? Sous quels statuts ? Mais c'est surtout le mystère entretenu à ce stade sur les matières économiques qui doit inquiéter les acteurs de terrain. Les moyens affectés au plan Marshall passent de 410 à 427 millions, mais Pierre-Yves Jeholet travaille déjà à des glissements internes voire des corrections...

Ces réformes sont explosives. A la place du gouvernement, on profiterait du temps présent pour prendre des forces.